



C_2016_011

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Transports et Mobilités Durables

L'an deux mille seize le trois mars à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la
délibération:**
**Covoiturage - Site
internet
départemental -
Convention de
partenariat**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Albert DAVID, Raymond GRAS, Raymond BORIO, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Christine NICCOLETTI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX

ABSENT(S) :

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : **09 MARS 2016**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Le Département du Var a initié la démarche de création d'un site internet de covoiturage avec différentes autorités organisatrices de la mobilité (Toulon Provence Méditerranée, Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Communauté d'Agglomération Dracénoise) et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

L'objectif est de proposer des solutions de déplacements alternatifs à l'usage de la voiture en solo.

Ainsi, le covoiturage a vocation à compléter les réseaux de transports collectifs là où l'offre est plus faible, voire inexistante.

A cet effet, il répond aux trois critères du développement durable suivants :

- le pilier économique, par le partage des coûts de déplacement entre les voyageurs ;
- le pilier social/sociétal, par le renfort du lien social et la réduction du trafic et de la congestion automobile ;
- le pilier environnemental, par la diminution des émissions de polluants.

Le site internet projeté est destiné aux déplacements domicile/travail et occasionnels de courte et moyenne distance. Il n'a pas pour objet de concurrencer les acteurs nationaux, plus dirigés vers la longue distance. Il sera mis en service en cours d'année 2016.

Ce site recensera et mettra en réseau les différentes aires physiques de covoiturage présentes dans tout le département, pour lesquelles une signalétique spécifique permettra de les identifier clairement.

Cette opération collaborative porte sur la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet.

Les partenaires se sont entendus pour mutualiser le projet pour en diminuer les coûts et poursuivre une démarche globale de mobilité à l'échelle départementale.

Le Conseil Départemental du Var est désigné chef de file du projet et en assure la coordination.

Le coût du projet s'élève à 625 000€HT répartis entre les différents partenaires.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise s'engage pour un montant prévisionnel de 15 000 €HT pour trois années, dont 5 500€HT en section d'investissement et 9 500€HT en section de fonctionnement, correspondant à la gestion et à la maintenance, auxquels s'ajoutent les frais de communication estimés à 3 000€HT sur trois ans.

Dans une optique d'optimisation financière du projet, les partenaires sollicitent le concours financier de l'Union Européenne au titre du programme FEDER – FSE 2014-2020.

La convention multipartenariale ci-jointe, formalise le partenariat et la demande d'aide financière.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Transports, Mobilités Durables et Accessibilité du 11 janvier 2016, il est proposé au Conseil d'Agglomération de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention relative à la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet de covoiturage du Var ;
- solliciter l'aide financière de l'Union Européenne et de tout autre partenaire ;
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout document y afférent.

Les crédits sont prévus au budget annexe des Transports de l'année en cours, compte 2188

(investissement) et comptes 604 et 6236 (fonctionnement).

Envoyé en préfecture le 09/03/2016

Reçu en préfecture le 09/03/2016

Affiché le **10 MARS 2016** 

ID : 083-248300493-20160303-C_2016_011-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour

2 abstention(s) :

Fabien MATRAS, Laure REIG

décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.